

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Jeudi le 28 novembre 2013

Le point sur la situation économique et financière du Québec

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES

En 2013, la croissance du PIB réel au Québec se poursuivra à un rythme plus modeste que ce qui était prévu, s'établissant à 0,9 %. Par la suite, la croissance devrait s'accélérer, pour se situer à 1,8 % en 2014 et en 2015.

Le marché du travail au Québec demeure sur une tendance positive. 44 600 emplois devraient être créés en 2013, soit une hausse de 1,1 %. En 2014, l'emploi devrait progresser de 1,0 %.

- Le taux de chômage devrait continuer de diminuer, passant de 7,8 % en 2012 à 7,7 % en 2013 et à 7,6 % en 2014.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

(variation en pourcentage)

	2013	2014	2015
Produit intérieur brut réel	0,9	1,8	1,8
Exportations	2,6	2,9	3,2
Mises en chantier (en milliers d'unités)	37,3	37,4	36,8
Création d'emplois (en milliers)	44,6	39,8	38,3
Taux de chômage (%)	7,7	7,6	7,4
Indice des prix à la consommation	0,9	1,8	2,2
Marchés financiers canadiens			
Taux cible du financement à un jour	1,0	1,0	1,4
Bons du Trésor du Canada – 3 mois	1,0	1,0	1,4
Obligations Canada – 10 ans	2,3	3,3	4,0

ÉVOLUTION DE LA SITUATION BUDGÉTAIRE

La croissance économique plus modérée que prévu et une faible inflation ont eu une incidence importante sur les finances publiques. Depuis la mise à jour de mars 2013, des révisions à la baisse ont été constatées aux revenus du gouvernement, créant un manque à gagner important.

Compte tenu de l'ampleur des révisions, le retour à l'équilibre budgétaire est reporté en 2015-2016. Le cadre financier prévoit :

- un déficit budgétaire de 2,5 G\$ en 2013-2014;
- un déficit budgétaire de 1,75 G\$ en 2014-2015;
- l'équilibre budgétaire à compter de 2015-2016.

POURSUITE DE LA GESTION RIGOREUSE DES DÉPENSES

Le niveau des dépenses de programmes pour 2013-2014 est maintenu. Pour 2014-2015 à 2016-2017, la croissance des dépenses de programmes s'établira à 2,0 % par année.

MAINTIEN DES OBJECTIFS DE RÉDUCTION DE LA DETTE ET VERSEMENTS ADDITIONNELS AU FONDS DES GÉNÉRATIONS À COMPTER DE 2016-2017

Les objectifs de réduction de la dette pour 2025-2026 sont maintenus, soit 45 % du PIB pour la dette brute et 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés.

L'augmentation de la dette découlant des déficits en 2013-2014 et en 2014-2015 sera compensée par des versements additionnels de 425 M\$ par année au Fonds des générations à compter de 2016-2017.

CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

(en millions de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016	2016-2017	2017-2018
Revenus budgétaires⁽¹⁾	67 566	69 806	71 468	74 243	76 622	78 993
Dépenses budgétaires⁽¹⁾						
Dépenses de programmes	-62 247	-63 825	-65 106	-66 390	-67 750	-69 981
Service de la dette	-7 766	-8 583	-8 679	-8 810	-9 084	-9 206
Total des dépenses budgétaires⁽¹⁾	-70 013	-72 408	-73 785	-75 200	-76 834	-79 187
Entités consolidées	1 808	1 171	1 463	1 818	2 420	2 990
Provisions pour éventualités	—	—	—	-200	-200	-200
Écart à résorber	—	—	400	1 000	400	400
Perte exceptionnelle – Fermeture de Gentilly-2	-1 876	—	—	—	—	—
SURPLUS (DÉFICIT)	-2 515	-1 431	-454	1 661	2 408	2 996
LOI SUR L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE						
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-961	-1 069	-1 296	-1 661	-1 983	-2 571
Versements additionnels au Fonds des générations	—	—	—	—	-425	-425
Exclusion – Perte exceptionnelle	1 876	—	—	—	—	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽²⁾	-1 600	-2 500	-1 750	—	—	—

(1) Revenus et dépenses du fonds général.

(2) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT EN 2013-2014

(en millions de dollars)

	Le point Mars 2013	Révisions	Programme révisé	Réalisé ⁽¹⁾	À réaliser
FONDS GÉNÉRAL					
Besoins (surplus) financiers nets ^{(2),(3)}	-392	3 061	2 669		
Remboursements d'emprunts	4 569	72	4 641		
Utilisation du Fonds des générations pour rembourser des emprunts venant à échéance	-1 000	—	-1 000		
Variation de l'encaisse ⁽⁴⁾	-2 646	-839	-3 485		
Dépôt au Fonds d'amortissement des régimes de retraite ⁽⁵⁾	—	500	500		
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁶⁾	—	-84	-84		
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	2 140	1 398	3 538		
FONDS GÉNÉRAL	2 671	4 108	6 779		
FONDS DE FINANCEMENT	8 000	-317	7 683		
Sous-total - Fonds général et Fonds de financement	10 671	3 791	14 462	10 940	3 522
FINANCEMENT-QUÉBEC	1 000	—	1 000	1 000	—
TOTAL	11 671	3 791	15 462	11 940	3 522
Dont : remboursements d'emprunts ⁽⁷⁾	9 538	77	9 615		

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

- (1) Emprunts réalisés en date du 22 novembre 2013.
- (2) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du programme de financement du Fonds de financement.
- (3) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
- (4) Correspond aux emprunts réalisés par anticipation en 2012-2013.
- (5) Les dépôts au FARR sont facultatifs; ils ne sont inscrits dans le programme de financement qu'une fois effectués.
- (6) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contreparties, le gouvernement débourse ou encaisse des montants à la suite de mouvements des taux de change. Ces montants n'ont pas d'effet sur la dette.
- (7) Sont compris les remboursements d'emprunts du fonds général (4 641 M\$), du Fonds de financement (1 252 M\$) et de Financement-Québec (3 722 M\$).

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT

Le programme de financement pour 2013-2014 devrait s'élever à 15 462 M\$. Il s'agit d'une augmentation de 3 791 M\$ par rapport à ce qui était prévu dans *Le point sur la situation économique et financière du Québec* de mars 2013.

Pour 2014-2015 et 2015-2016, le programme de financement devrait s'élever à 19 626 M\$ et à 17 201 M\$ respectivement.

Jusqu'à maintenant, en 2013-2014, 11,9 G\$ ont été empruntés sur les marchés financiers, dont 10,5 G\$ sur le marché canadien, soit :

- 7,1 G\$ par des émissions publiques;
- 2,4 G\$ par des emprunts privés;
- 1,0 G\$ par d'autres types d'emprunts.

En 2013-2014, le gouvernement a réalisé jusqu'à maintenant 12,1 % de ses emprunts sur les marchés étrangers, soit :

- un emprunt de 65 millions d'euros (88 M\$ canadiens) en juin 2013;
- un emprunt de 1 000 millions d'euros (1 358 M\$ canadiens) en juillet 2013.

Pour les emprunts réalisés jusqu'à maintenant, en 2013-2014, 38,2 % avaient une échéance de moins de 10 ans, 36,2 % avaient une échéance de 10 ans et 25,6 % avaient une échéance de 30 ans et plus.

Au 31 mars 2013, l'échéance moyenne de la dette s'établissait à 12 ans.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT EN 2014-2015 ET EN 2015-2016

(en millions de dollars)

	2014-2015 ^P	2015-2016 ^P
FONDS GÉNÉRAL		
Besoins financiers nets ^{(1),(2)}	2 638	1 968
Remboursements d'emprunts	7 634	7 077
FONDS GÉNÉRAL	10 272	9 045
FONDS DE FINANCEMENT	8 354	7 156
Sous-total – Fonds général et Fonds de financement	18 626	16 201
FINANCEMENT-QUÉBEC	1 000	1 000
TOTAL	19 626	17 201
Dont : remboursements d'emprunts ⁽³⁾	12 278	10 144

P : Prévisions.

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

- (1) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise du programme de financement du Fonds de financement.
- (2) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.
- (3) Sont compris les remboursements d'emprunts du fonds général (7 634 M\$ en 2014-2015 et 7 077 M\$ en 2015-2016), du Fonds de financement (1 133 M\$ en 2014-2015 et 1 187 M\$ en 2015-2016) et de Financement-Québec (3 511 M\$ en 2014-2015 et 1 880 M\$ en 2015-2016).

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence	Cote	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
DBRS	A (high)	Stable
Fitch	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances et de l'Économie :
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télécopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@mfec.gouv.qc.ca

Finances
et Économie

Québec

